

R é f é r e n c e s  
i n é d i t e s

LES NOUVELLES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
*Pratiques et théories*

*sous la direction de*

Marie-Claude  
Smouts

PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de  
Marie-Claude Smouts**

**Les nouvelles relations  
internationales**

**Pratiques et théories**

1998



**SciencesPo.  
Les Presses**

# Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724680942

ISBN papier : 9782724607550

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

## S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



[www.centre nationaldulivre.fr](http://www.centre nationaldulivre.fr)



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Table

## **Introduction. La mutation d'une discipline** (Marie-Claude Smouts)

- Les débats inachevés
- Les nouvelles perspectives

---

## **PREMIÈRE PARTIE. LES AVATARS DU MODÈLE WESTPHALIEN**

---

### **Chapitre 1. De la souveraineté à la capacité de l'État** (Bertrand Badie)

- Heurs et malheurs de la souveraineté
- Une universalisation périlleuse
- La société au-delà de l'État
- De nouvelles intégrations
- Vers un monde de responsabilité ?

### **Chapitre 2. De l'État-nation au post-nationalisme ?** (Alain Dieckhoff et Christophe Jaffrelot)

- Les implications internationales des théories classiques du nationalisme
- État-nation et globalisation
- Europe : vers le post-nationalisme ?

### **Chapitre 3. Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère** (Samy Cohen)

- Actualité et utilité de l'approche décisionnelle
- Présidents et bureaucrates dans l'analyse de la politique étrangère
- L'approche cognitive de la décision et ses limites
- L'irruption de l'opinion publique dans l'analyse décisionnelle

### **Chapitre 4. Comment penser l'Union européenne ?** (Christian Lequesne)

- L'Union européenne : coopération organisée d'États

Du modèle stato-centré à l'espace polycentrique  
Vers un nouvel espace de gouvernance

**Chapitre 5. La coopération internationale : de la coexistence à la gouvernance mondiale** (Marie-Claude Smouts)

Coexistence et coopération : les limites de l'ordre par la loi  
La théorie des régimes  
Gouvernance et nouveau multilatéralisme

---

**DEUXIÈME PARTIE. LES NOUVELLES VISIONS DU MONDE**

---

**Chapitre 6. La transformation spatiale des relations internationales** (Karoline Postel-Vinay)

Au-delà de la territorialité  
Nouvelles géographies  
L'hypothèse régionale

**Chapitre 7. Le temps mondial** (Zaki Laïdi)

Le temps mondial entre histoire et événement  
Le temps mondial comme phénoménologie  
La dimension sociologique du temps mondial

**Chapitre 8. L'acteur en réseau à l'épreuve de l'international** (Ariel Colonomos)

Les usages internationalistes  
Le détour sociologique  
Le jeu trinitaire : États, firmes et communautés  
Les enjeux pour la discipline

**Chapitre 9. Circulation des idées et relations internationales** (Javier Santiso)

Pluralité des acteurs : la diffusion de la démocratie  
La quête des causalités : l'économie politique internationale  
Les temporalités du politique

**Chapitre 10. Économie politique internationale** (Jean Coussy)

La longue histoire de l'EPI

La complexité des interactions entre économie et politique internationales

Nouveaux thèmes et nouveaux débats

---

## **TROISIÈME PARTIE. LES NOUVELLES PROBLÉMATIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX**

---

### **Chapitre 11. Les guerres de l'après-guerre froide** (Ghassan Salamé)

Les effets contrastés de la fin de la guerre froide

Le système post-bipolaire et l'avenir de la guerre

Un pari pascalien

### **Chapitre 12. Nouveaux regards sur les conflits ?** (Didier Bigo)

Stabilité bipolaire : fait historique ou croyance nécessaire ?

Conflits, États et individus : onde ou corpuscule ?

### **Chapitre 13. Y a-t-il une pensée stratégique dans l'après-guerre froide ?** (Anne-Marie Le Gloanec)

Lecture américaine du monde

Le triomphe de Sun Tse ou la fin de tout engagement militaire

Le désert des Tartares ou 2001, Odyssée de l'espace ?

### **Conclusion. De la crise d'une discipline à celle d'une époque ?** (Pierre Hassner)

Par-delà l'équilibre des puissances et la sécurité collective

Par-delà la guerre et la paix

Par-delà l'anarchie et la tyrannie

Par-delà l'économie et la culture

# Introduction. La mutation d'une discipline

Marie-Claude Smouts

Déplorer la faiblesse des théories de relations internationales et leur retard permanent sur les événements est un passe-temps répandu. Non seulement la discipline n'aurait pas su prévoir la fin de la guerre froide mais, dans un monde « privé de sens » et de repères, elle ne pourrait qu'accompagner la dilution de son objet, aspiré d'en haut par la mondialisation et déchiqueté d'en bas par les particularismes, situation pour le moins inconfortable, on en conviendra. Les relations internationales n'ont jamais eu de contours définis et les spécialistes qui s'en réclament ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord sur ce qu'il convenait d'étudier. Cela nuit à leur crédit face à des disciplines mieux établies comme le droit, l'histoire ou l'économie. De plus, elles se confondent souvent avec ce qu'en font une poignée d'universitaires ayant le vent en poupe à un moment donné aux États-Unis. Jusque dans une période récente, les débats « inter-paradigmatiques » ont eu tendance à évoluer au rythme des préoccupations de la superpuissance américaine, des modes et des stratégies de carrière sur les campus. Ainsi, les deux théories dominantes à la fin des années quatre-vingt se réclamaient l'une du néo-réalisme, l'autre du néo-institutionnalisme. La première exaltait les mérites du bipolarisme construit sur la force et la puissance (le meilleur système pour la paix et la stabilité selon Waltz [45], chap. 8) et affirmait avec Gilpin qu'aucun changement majeur n'interviendrait dans le système international sans une guerre [23]. La seconde s'attachait à mettre en évidence des procédures de coopération fonctionnelle, baptisées « régimes », dans une atmosphère « aseptisée, conciliante ou paternaliste » [25] peu adaptée à la lecture du drame en

train de se jouer. Ni l'une ni l'autre de ces approches n'incitait à prêter attention aux dynamiques internes qui allaient s'avérer décisives dans la dissolution du bloc communiste et la fin de l'ordre bipolaire. Le grand politiste, Karl Deutsch, était bien loin qui avait prophétisé, dès 1953, « un effondrement des sociétés communistes de l'Europe de l'Est dans les années soixante-dix et quatre-vingt en raison de leurs tensions et contradictions intrinsèques<sup>[1]</sup> ! »

Ces deux travers de la discipline – imprécision de l'objet et poids de l'américano-centrisme – sont connus de longue date. Ils ne doivent pas masquer l'essentiel. Malgré toutes ses difficultés, la discipline des relations internationales a considérablement progressé depuis cinquante ans. Non seulement elle s'est enrichie dans ces dernières années, mais elle est abordée différemment et se trouve en profond renouvellement. Certes, elle ne permet pas de prévoir à coup sûr l'avenir. Le trop grand nombre de variables à prendre en considération sera toujours un obstacle à sa définition comme « science ». Mais, pour qui veut s'en servir, elle offre un *corpus*, des problématiques, des concepts organisateurs permettant de comprendre et d'expliquer les nouvelles configurations d'acteurs et, par là, de saisir les grandes tendances du monde.

L'objectif de cet ouvrage est de présenter de façon aussi claire et pédagogique que possible l'essentiel de ce savoir accumulé et de l'appliquer aux grandes questions d'aujourd'hui. Il ne fait pas la glose des différentes écoles et des principaux auteurs ; pour cela, les manuels en langue anglaise abondent et l'on ne saurait faire mieux<sup>[2]</sup>. Il vise à retracer les grandes évolutions de la scène internationale, à montrer avec quels outils conceptuels les problèmes de l'heure sont appréhendés et peuvent être analysés. L'approche choisie n'est pas indifférente. Les auteurs ici réunis représentent trois générations d'internationalistes travaillant dans le cadre du CERI<sup>[3]</sup>, un centre de recherche en science politique dans lequel la coupure disciplinaire n'a jamais existé entre relations internationales et aires culturelles (*area studies*), systèmes politiques internes et sociologie de l'international. L'habitude de travailler ensemble sur des projets croisant en permanence les différents espaces et les différentes dimensions du politique a favorisé une vision commune de la discipline qui permet de trancher tout naturellement un certain nombre de questions récurrentes dans l'analyse des relations internationales. Celle de l'objet, tout d'abord. Pour les auteurs de ce



livre, l'objet des relations internationales est le fonctionnement de la planète ou, pour être plus précis, la structuration de l'espace mondial par des réseaux d'interactions sociales. Ce choix primordial résout de lui-même la sempiternelle question du niveau d'analyse posée depuis des décennies<sup>[4]</sup> : quelles sont les unités d'analyse à retenir ? les individus ? les administrations ? les États-nations ? les forces transnationales ? les organisations non gouvernementales ? le système international ?... Le difficile problème des relations entre les unités et les structures<sup>[5]</sup> n'est pas esquivé mais il est posé autrement, de façon dynamique, en termes de trajectoires, de transferts et d'interpénétrations. De la capacité explicative du jeu d'interactions considéré découlera le choix des acteurs étudiés, et non l'inverse (Colonomos). La démarche est clairement sociologique et comporte une part de constructivisme si l'on entend par là que la société mondiale et ses différentes composantes se construisent mutuellement et que les relations internationales n'existent pas seulement par le contenu, les processus et les effets des interactions mais aussi par le regard qui est porté sur elles (Santiso, Bigo). Elle amène à voir les enchaînements plutôt que les ruptures, ce qui conduit à relativiser l'impact de la fin de la guerre froide sur l'évolution du système international (Laïdi, Bigo, Salamé) mais aussi à se demander *a contrario* : peut-il y avoir une stratégie là où il n'y a plus d'interaction ? (Le Gloanec).

## Les débats inachevés

La floraison des « néo... » et des « post... » dans les analyses de relations internationales pourrait donner raison à ceux qui ne manquent pas d'affirmer qu'il n'y a jamais rien de nouveau sous le soleil et que tout a été dit, par eux de préférence, depuis longtemps. Mais plutôt que d'essayer de faire entrer les situations nouvelles dans les schémas anciens, il nous a paru plus intéressant d'aborder de front les nouveaux paradigmes et de les confronter aux réalités du moment, sans négliger l'histoire des idées ni la part des filiations intellectuelles. Les relations internationales, en effet, se sont construites par ajouts successifs plus que par avancées décisives. Les grands paradigmes – c'est-à-dire les principes généraux à partir desquels travaillent les spécialistes – sont les paradigmes autour desquels se retrouve une partie influente de la

communauté scientifique à un moment donné, non pas un ensemble de propositions ayant recueilli l'unanimité. À la différence d'autres disciplines, les relations internationales n'ont jamais vu se clore aucun débat né en leur sein.

Ainsi voit-on le débat commencé à l'époque de la deuxième guerre mondiale entre « réalistes » et « idéalistes » (Smouts) rebondir périodiquement. Aux « néo-réalistes » apparus dans la décennie soixante-dix s'opposent à présent les « néo-idéalistes » [28]. Les premiers persistent à faire de l'État l'acteur essentiel des relations internationales, et de la puissance le facteur structurant du système mondial [45]. Ils considèrent toujours que la compétition est l'essence même des rapports internationaux, et que rien n'a changé dans la façon dont les États poursuivent leurs objectifs depuis le XIV<sup>e</sup> siècle [33]. Les seconds mettent l'accent sur ce qui permet aux acteurs collectifs de coopérer à travers les frontières et sur les nouvelles formes de « gouvernance ». À ce premier clivage entre internationalistes, s'ajoute la division née de l'offensive très rude déclenchée dans les années cinquante par les « behavioristes » quantitativistes contre les « traditionalistes » [47]. L'arrivée d'une nouvelle génération dans le monde académique coïncidait alors avec l'avènement des ordinateurs. Grâce aux ressources de l'informatique, il devenait possible d'utiliser les outils mathématiques et les méthodes des sciences exactes, en remplaçant le laboratoire par la simulation sur ordinateur, et l'on pouvait prétendre hausser, enfin, les relations internationales au rang de véritable science [42]. Les « traditionalistes » proches de l'« école anglaise » [10] et ceux qui jugeaient, avec Raymond Aron, que la multiplicité des objectifs simultanément poursuivis rendait l'indétermination des acteurs trop importante pour que soit possible une vraie théorie, avec prémisses, hypothèses et lois (Hoffmann, Hassner), ceux-là étaient taxés de positivistes attardés, incapables de faire de la Science. La querelle déchirait les départements et ne s'apaisa dans une sorte de coexistence pacifique que vers la fin des années soixante-dix. On la voit aujourd'hui repartir de plus belle. La raréfaction des ressources financières n'est probablement pas étrangère au besoin de truffer les démonstrations de courbes et d'équations. L'emploi de formules mathématiques et de techniques sophistiquées serait un gage de sérieux scientifique. Mais il y a plus et plus intéressant. Au-delà de la compétition féroce pour obtenir des postes et des crédits, une véritable question de philosophie des sciences se pose, toujours la même depuis cinquante ans : peut-on

étudier le comportement des acteurs internationaux de façon à faire apparaître des régularités et à dégager des lois permettant d'interpréter et, surtout, de prévoir ? L'enjeu épistémologique va bien au-delà de la définition d'une méthode appropriée. C'est toute la question de la rationalité et de l'objectivité qui est posée<sup>[6]</sup>. Le sujet est actuellement relancé, de façon parfois caricaturale, par les plus extrêmes des auteurs post-modernes pour qui, de toute façon, tout n'est que construction sociale, discours, textes à découvrir, sous-textes à déconstruire<sup>[7]</sup> [3, 14]. La controverse alimente ce que Lapid a appelé le « troisième débat<sup>[8]</sup> ».

Le mouvement behavioriste ne doit pas être entièrement confondu avec l'approche quantitativiste. L'étude du comportement des acteurs est un choix d'objet. L'approche quantitative est un choix de méthode<sup>[9]</sup>. Si cette dernière n'a pas rempli tous les espoirs placés en elle, en revanche, le fait de mettre l'accent sur les études de comportement a fait considérablement progresser la connaissance des relations internationales. Cette première brèche dans l'analyse stato-centrée, jusque-là exclusive, a cassé l'image de l'État comme acteur unitaire rationnel pour faire apparaître le poids des administrations, le rôle des représentations, l'influence des facteurs psychologiques dans la conduite des politiques extérieures (Cohen). L'approche behavioriste a aussi permis de faire entrer les acquis d'autres disciplines dans l'analyse des relations internationales : la théorie des systèmes pour l'étude du système interétatique (Kaplan), la sociologie des organisations pour l'étude de la prise de décision en politique étrangère (Allison, Halperin), la psychologie pour les pathologies de la cognition (Jervis, Janis), l'anthropologie politique et la sociologie des mouvements sociaux pour les relations transnationales et pour l'articulation des dimensions interne/externe (local/ global) de la politique internationale (thèmes explorés aujourd'hui par les revues *Millenium* en Grande-Bretagne et *Cultures et conflits* en France). Bref, ce mouvement a contribué à faire prendre conscience du fait que les relations internationales étaient faites par des êtres humains et non par des entités abstraites.

L'« école anglaise » a, de son côté, contesté très tôt les postulats réalistes et proposé une vision plus nuancée du système international<sup>[10]</sup>. Pour ses auteurs (fort différents, d'origine roumaine ou australienne, et n'ayant en commun que le fait d'écrire ou d'enseigner en Angleterre), les rivalités de puissance n'excluent pas des institutions communes,

s'agissant notamment de la gestion fonctionnelle de domaines d'intérêt collectif (Mitrany). L'anarchie se trouve tempérée par des règles. Au nom de l'intérêt bien compris, elle porte en elle-même des possibilités d'ordre et l'on peut parler de « société des États » ou « société internationale ». Selon Bull, cet ordre international repose sur cinq institutions : l'équilibre de la puissance, le droit international, la diplomatie, la guerre (dans la mesure où l'usage de la force obéit à des règles préétablies et sert des buts collectifs), le club des grandes puissances. Cette démarche, on le voit, reste encore stato-centrée. John Burton va plus loin et propose un modèle en forme de toiles d'araignée (*cobweb*) tissées des innombrables flux commerciaux, mouvements de population, échanges culturels, relations entre villes ou villages, interactions sociales entre communautés. Les unes sont plus solides que d'autres, plus concentrées et serrées dans certains endroits, plus lâches et plus étendues dans d'autres. La superposition de ces millions de toiles d'araignée couvrant la surface du globe composerait la carte de la « Société mondiale » [7].

La notion de société peut-elle s'appliquer à un ensemble aussi conflictuel et disparate ? Les travaux du sociologue et historien Michael Mann donnent des arguments à ceux qu'une telle idée ne choque pas<sup>[11]</sup>. Dans sa monumentale histoire du pouvoir, il récuse la vision de la société comme un tout unitaire et sans problème, et la définit comme de « multiples réseaux organisés de pouvoir et d'interactions qui se chevauchent et s'entrecroisent : l'histoire et la structure des sociétés s'expriment en termes d'interrelations entre les quatre sources du pouvoir social : idéologique, économique, militaire et politique » ([32], p. 1-3). (Les dimensions de la puissance « déterritorialisée » définies par Susan Strange [43] ne sont pas très différentes.)

Aux États-Unis, Keohane et Nye furent les premiers qui osèrent carrément rejeter le paradigme stato-centré, « inadapté à l'étude du changement de la politique mondiale », pour proposer leur propre paradigme de « politique mondiale » (*world politics paradigm*). Leur premier ouvrage, *Transnational Relations and World Politics*, démontre l'émergence d'acteurs transnationaux autonomes menant leurs propres politiques étrangères et pouvant délibérément s'opposer ou mettre des obstacles aux politiques conduites par les États [29].

L'ensemble des courants envisageant le monde comme un ensemble de relations multicentrées dans lesquelles les acteurs non étatiques

occupent une place importante compose le « paradigme pluraliste ».

Selon Michael Banks, dont la catégorisation est devenue la vulgate de toute présentation des théories de relations internationales, après le « paradigme réaliste » qui s'intéresse aux États, à la puissance, à la compétition et à la guerre, après le « paradigme pluraliste » qui s'intéresse à la coopération et aux interactions entre acteurs publics et privés de la société mondiale viendrait un troisième paradigme, le « paradigme structuraliste » [4]. De façon très abusive, toutes les approches mettant en cause les structures de l'ordre établi sont placées dans cette catégorie : les écoles de la dépendance des années soixante et soixante-dix<sup>[12]</sup> ; la *Peace Research* lancée par Galtung au milieu des années soixante ; les travaux de Robert Cox dans les dernières décennies. Les deux premières ont apporté un point de vue hétérodoxe, largement teinté de néo-marxisme, en proclamant que la différence entre les États n'était pas une différence de ressources et de capacité comme le soutenaient les réalistes mais que la structure même de l'échange international traduisait un impérialisme porteur d'inégalité et source de violence [19]. Leur grand apport fut de faire éclater les limites spatiales du système international, jusque-là borné par les frontières interétatiques et les considérations géostratégiques bipolaires, en soulignant les effets politiques et sociaux des processus de production et de la division internationale du travail à l'échelle planétaire. Elles ont aussi fait éclater les limites temporelles en montrant qu'un système global s'était mis en place dès la naissance du capitalisme [44], voire dès l'Antiquité et dès le passage au mode de production féodal [1, 2]. Actuellement, les travaux de Stephen Gill s'inscrivent dans cette perspective et cherchent dans la longue durée les différentes phases d'un ordre global façonné par les forces sociales elles-mêmes structurées par les rapports du capital et du travail dans l'économie mondiale [21, 22].

Dans le courant contemporain de théorie critique, Robert Cox reste l'un des plus novateurs. On lui doit notamment d'avoir introduit la pensée gramscienne dans les relations internationales<sup>[13]</sup>, d'avoir précisé la notion de structure hégémonique et d'avoir contribué au renouveau des études sur le multilatéralisme en y incluant les groupes sociaux et les diverses composantes de la société civile (Smouts).

Dès la fin des années soixante-dix, les termes du débat entre ces trois paradigmes étaient donc posés, dont Olson et Groom ont fait remarquer qu'ils étaient déjà là au XIX<sup>e</sup> siècle. Pendant toute une décennie, la

discipline parut stagner, enfermée dans trois logiques parallèles ne débouchant sur rien de bien neuf.

L'apparition d'un « quatrième débat », très en vogue dans les années quatre-vingt-dix, n'a pas vraiment renouvelé les arguments. Son principal intérêt est de les résumer tous, sous une forme plus contemporaine. La querelle, cette fois, oppose les tenants de l'approche en termes de « choix rationnel » (*rational choice*) qui ont dominé la discipline dans les années quatre-vingt et triomphé à partir de la théorie des régimes (Smouts) et tous les autres, classés pêle-mêle dans la catégorie attrape-tout des « constructivistes », où l'on range tout à la fois les post-modernes déconstructeurs par principe et ceux qui, timidement, font valoir que la recherche du choix optimal et la rationalité des jeux de coopération n'est peut-être pas très pertinente pour comprendre ce qui se passe au Kosovo ou dans la région des Grands Lacs, que les relations internationales sont aussi affaire de perceptions, de réinventions subjectives, d'identités imaginées et qu'elles demandent de solides études de terrain pour identifier les acteurs et décrypter leurs motivations. On aura deviné que les auteurs de cet ouvrage sont plus proches de ceux-ci que de ceux-là.

Dans un contexte intellectuel d'une morosité certaine, l'ouvrage de Susan Strange, *States and Markets* [43] puis celui de James Rosenau, *Turbulence in World Politics* [38], vinrent enfin bousculer le paysage. D'un côté, Susan Strange synthétisait de façon magistrale l'économie et la politique. Sa définition de l'Économie Politique Internationale (EPI, Coussy) est un véritable programme de recherche pour les relations internationales : « L'EPI a pour objet les arrangements sociaux, politiques et économiques affectant les systèmes mondiaux de production, d'échange et de distribution, ainsi que le mélange de valeurs qui s'y reflète. Ces arrangements ne sont pas ordonnés par la divinité, ils ne sont pas le fruit d'un hasard aveugle. Ils sont le résultat de décisions humaines prises dans le cadre d'institutions créées par des hommes et d'ensembles de règles et de pratiques construites par eux. » ([43], p. 18.) D'un autre côté, James Rosenau problématisait de façon inédite la dialectique de l'ordre et du désordre (les « turbulences ») dans la politique mondiale. Il montrait comment les grandes structures de la politique mondiale étaient transformées par ce qui se passait au niveau interne (érosion des structures d'autorité traditionnelles, déplacements de loyautés, fragmentation des collectivités, montées en puissance des

sous-groupes au détriment des États) et développait la thèse d'une « bifurcation » du système international avec la « coexistence d'un système stato-centré et d'un système multi-centré aussi puissant mais plus décentralisé<sup>[14]</sup> » ([39], p. 11).

De façon significative, ces deux ouvrages furent mieux accueillis en Europe, et notamment en France, qu'aux États-Unis. Le signal donné par ces deux vétérans de la discipline était pourtant le signe avant-coureur de remises en cause profondes.

## Les nouvelles perspectives

Va-t-on vers la fin des relations internationales ? La question n'est plus abstraite. Des écrits de plus en plus nombreux remplacent la formule « relations internationales » par « politique mondiale » (*global politics*), signifiant par là que le jeu du pouvoir et l'exercice de l'autorité ne se définissent plus à l'intérieur de frontières nationales et que la division traditionnelle entre États et acteurs non étatiques n'a plus de pertinence [18, 31]. La crise du paradigme fondateur de la discipline – la compétition anarchique entre États souverains territorialement organisés – a entraîné des conséquences en chaîne amenant à modifier les visions du monde et les programmes de recherche. C'est à l'exploration de ces directions nouvelles que convie cet ouvrage.

Premier constat : le système que l'on dit westphalien ne s'est pas écroulé mais il s'est transformé, l'État n'a pas disparu mais il n'a plus le même sens (Badie). La puissance classique, territoriale et politico-militaire, se voit concurrencée par des jeux informels animés par des réseaux avec lesquels l'État doit composer. Les fonctions de régulation économique sont en partie transférées à des organisations internationales, voire à des acteurs privés (Coussy). L'ère de la monopolisation de la guerre par les États, qui ne fut d'ailleurs jamais complète et ne représente qu'une longue parenthèse historique, est close, et le rapport entre violence et politique s'en trouve fondamentalement changé (Bigo). Dans ces conditions nouvelles, l'État ne peut plus être une fin en soi. Ses fonctions ne sont plus – ou en tout cas plus seulement – d'incarner une collectivité mais de servir une communauté humaine mondialisée et interdépendante. La diffusion des enjeux éthiques par des réseaux humanitaires ou écologiques plus ou

moins relayés par les mouvements sociaux est là pour le rappeler (Colonomos). La théorie des relations internationales rejoint la théorie du contrat social (Badie), elle a une dimension normative et ne saurait se passer ni de la science politique ni de la philosophie politique (Hassner).

Plus que la coexistence de deux systèmes, stato-centré et multi-centré, décrite par Rosenau, c'est l'interpénétration des deux systèmes faite de concurrence et de complicité qu'il s'agit de gérer. L'analyse de la prise de décision en politique étrangère montre que les appareils d'État y sont mal préparés (Cohen). L'entreprise est d'autant plus difficile que la relativisation du principe territorial a multiplié les espaces dans lesquels peuvent s'exprimer les aspirations et les choix politiques. Le rapport entre les revendications identitaires et le territoire est particulièrement complexe. D'une part, la multiplication des espaces créés par la mondialisation (espaces de communication notamment) a pour effet d'affaiblir la relation du citoyen à l'État ; de l'autre, les revendications nationalistes poussent à la consolidation d'espaces politiques inscrits dans une réalité territoriale, la plupart du temps à réinventer (Dieckhoff, Jaffrelot).

Les constructions régionales, et l'Europe communautaire au premier chef, semblent une réponse à cette nécessité ressentie de nouveaux espaces politiques où conduire des politiques sectorielles débordant les frontières au bénéfice de sociétés de plus en plus interdépendantes, et vers lesquels les forces sociales pourraient diriger des attentes que l'État-nation n'est plus en mesure de satisfaire. L'Union européenne offre un tel exemple d'espace de « gouvernance » et de « réseaux d'action publique » avec une multiplicité d'acteurs, publics et privés, participant à la formulation et à la mise en œuvre des politiques publiques. Elle aurait pu préfigurer le mode de partenariat idéal entre États, réseaux, professions et autres acteurs sociaux. Pourtant, la dispersion croissante du pouvoir entre acteurs de plus en plus divers au sein d'instances de plus en plus nombreuses conduit à des décisions « qui peuvent paraître d'autant plus oppressives aux citoyens qu'elles ne sont pas imputables à une institution ou à une autorité clairement responsables » (Lequesne). La question de la représentation politique dans un monde multicentré reste ouverte. Elle est au cœur des réflexions sur la réforme des organisations internationales et la construction d'un « nouveau multilatéralisme » (Smouts).

Les nouvelles visions du monde sont marquées par le sentiment d'une



formidable compression de l'espace et du temps (Postel-Vinay). Pour certains analystes, non seulement la coupure entre l'interne et l'externe est dépassée, mais ces deux notions mêmes semblent obsolètes. Pour penser les nouvelles relations mondiales, il faudrait envisager un au-delà de la territorialité et renverser les propositions habituelles, comme invitent à le faire les « nouveaux géographes » français : c'est l'observation des interactions qui définit l'aire de l'activité humaine et non plus le lieu donné qui définit la société. La géographie ne serait plus le cadre fixe des rapports de puissance, contrairement à ce qu'enseignait la géopolitique. Le discours géopolitique devrait être examiné afin de voir comment fonctionne le pouvoir d'imposer sa propre interprétation de l'organisation spatiale du politique. Si l'hypothèse est séduisante, le paysage de « l'au-delà territorial » reste flou. Par bien des aspects, l'attrait de la régionalisation, de nouveau en vogue après une décennie de pessimisme, tient au fait qu'elle permet de dépasser l'opposition trop rigide entre territoire et interactions et d'introduire une dimension médiane entre l'espace national et l'espace mondial.

La compression du temps n'est pas moins significative. Le concept de temps mondial aide à comprendre comment certains événements font converger des processus lourds pour produire de nouvelles façons de voir le monde (Laïdi). La problématique qui lui est attachée ranime la discussion sur l'articulation entre longue durée et événement. Elle formalise l'idée de résonance et permet de comprendre pourquoi des événements, à un moment donné, réveillent des représentations symboliques et dégagent des significations inédites accréditant l'idée d'une ère nouvelle, d'un Avant et d'un Après. La dimension sociologique du temps mondial permet de saisir, par exemple, comment deux processus, la fin de la guerre froide et l'accélération de la mondialisation, se sont « enchaînés » et « répondus » pour produire une nouvelle problématique.

La mondialisation marque-t-elle le début d'une ère post-moderne ou, comme le pense Giddens, un processus de radicalisation de la modernité ? Les auteurs de cet ouvrage restent prudents sur ce point, et probablement ne seraient-ils pas d'accord sur le diagnostic. Mais, sur un point, ils sont unanimes : ni la logique de la fragmentation ni celle de l'homogénéisation ne sont inéluctables. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de la mondialisation que ce double ancrage à la fois dans le

marché mondial et dans les aspirations communautaires. Cette tension est particulièrement forte dans les réseaux transnationaux et joue en leur faveur (Colonomos). Situés en permanence au point de rencontre des dynamiques transnationales et des logiques locales, ils bénéficient d'une marge de manœuvre leur permettant d'« irriguer simultanément plusieurs secteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle » (certains mouvements religieux, certaines ONG, les compagnies multinationales). Pratiquant, tour à tour ou simultanément, le contournement de l'État ou la participation, ils introduisent des formes d'expression intermédiaires « entre conformité et déviance », ordre et désordre.

La pluralité des acteurs, la compression du temps et de l'espace favorisent la circulation des idées. Une « véritable industrie de la promotion démocratique a ainsi vu le jour », organisée autour de pôles publics et privés, nationaux et internationaux (Santiso). Que les idées jouent un rôle sur la scène internationale à l'instar des intérêts semble démontré. Mais les relations de causalité entre leur diffusion et les changements politiques intervenus, en Amérique latine ou dans l'Est de l'Europe, sont difficiles à cerner autant qu'à expliquer. Le politique a ses temporalités propres. La démocratie, en particulier, est plus centrée sur le présent que sur l'avenir, nonobstant les discours sur l'urgence et la mise sur pied de forces d'action « rapide ».

En dernier ressort, la question des régimes politiques et de la démocratie se retrouve au cœur de la réflexion. Salamé et Hassner se montrent sceptiques à l'égard de la proposition largement répandue outre-Atlantique selon laquelle la démocratie mène à la paix. Ils n'en considèrent pas moins que la faiblesse simultanée des États et des sociétés civiles recèle un potentiel totalitaire et « démocide » plus dangereux que la course aux armements et les rivalités entre États (Hassner). Face à ce danger, quelle stratégie possible ? Les stratèges de l'ère bipolaire avaient accumulé les scénarios sur des guerres virtuelles, impossibles, laissant aux anthropologues le soin de comprendre les guerres réelles (Salamé). Ils se trouvent relativement démunis à présent que la notion de risque, diffuse, dépolitisée, « incommensurable » a remplacé la notion de menace avec ce qu'elle impliquait de parité entre adversaires clairement identifiés. Les États-Unis, parfois présentés comme le « dernier empire universel », ont pris la tête d'une révolution militaire essentiellement technologique (armes conventionnelles

« intelligentes » et « révolution de l'information ») destinée à mettre aux pas les États « tricheurs » (Le Gloannec). Après tout ce qui a été dit, faudrait-il s'en tenir à une lecture américaine du monde ?... Les contributions de Salamé, Bigo, Hassner montrent à l'évidence combien une telle démission serait dangereuse tant pour la compréhension du monde que pour son fonctionnement.

L'exploration des multiples éventualités offertes par ces nouvelles perspectives pose de sérieuses questions de méthode. Le nouvel agenda de recherche exposé dans cet ouvrage sort des cadres imposés par les fameux débats – premier, deuxième, troisième ou quatrième – dans lesquels a été enfermée la théorie des relations internationales et qui, de toute façon, n'ont jamais beaucoup intéressé les internationalistes français. Il montre la nécessité d'un effort de conceptualisation empruntant tout autant à l'anthropologie politique qu'à la sociologie des mobilisations, à l'économie politique internationale qu'à la réflexion sur l'État et à la philosophie politique. La spécificité du CERI, où spécialistes d'« aires culturelles » et spécialistes de relations internationales coopèrent quotidiennement, a toujours été de combiner en permanence les différentes sciences sociales et de considérer l'absence d'autonomie des relations internationales en France non pas comme un handicap pour le développement de la discipline mais comme un atout. Mais le défi à relever est à la hauteur de l'ambition proclamée et la prochaine étape ne sera franchie qu'à partir de solides études de cas.

## Bibliographie

**Anderson** (Perry), *Passages from Antiquity to Feudalism*, Londres, New Left Books, 1974.

**Anderson** (Perry), *Lineages of the Absolutist State*, Londres, Routledge, 1974.

**Ashley** (Richard), Walker (R.B.J.) (eds), « Speaking the Language of Exile : Dissidence in International Studies », *International Studies Quarterly*, numéro spécial, 34 (3), septembre 1990.

**Banks** (Michael), « The Inter-Paradigm Debate », dans Light (Margot), Groom (A.J.R.), *International Relations. A Handbook of Current Theory*, Londres, Frances Pinter, 1985, p. 7-264.

**Booth** (Ken), Smith (Steve), *International Relations Theory Today*,

Cambridge, Polity Press, 1995.

**Brailard** (Philippe), Djalili (Mahammad Reza), *Les relations internationales*, 4e éd., Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1994.

**Burton** (John), *Systems, States, Diplomacy and Rules*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968.

**Burton** (John), *World Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972.

**Burton** (John), Tarja (Väyrynen), « The End of International Relations », dans Groom (A.J.R.), Light (Margot) [24], p. 69-80.

**Bull** (Hedley), *The Anarchical Society*, Londres, Macmillan, 1977.

**Carlsnaes** (Walter), « The Agency-Structure Problem in Foreign Policy Analysis », *International Studies Quarterly*, 36 (3), 1992.

**Cox** (Robert), Sinclair (Timothy J.), *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

**Coussy** (Jean), « Extraversion économique et inégalité de puissance. Essai de bilan théorique », *Revue française de science politique*, 4-5, août-octobre 1968, p. 859-898.

**Der Derian** (James), Shapiro (Michael J.) (eds), *International/Intertextual Relations : Postmodern Readings of World Politics*, Lexington, Lexington Books, 1989.

**Dougherty** (James E.), Pfaltzgraff (Robert L.), *Contending Theories of International Relations*, New York, Harper Collins, 4e éd., 1996.

**Dunn** (Timothy), « The Social Construction of International Society », *European Journal of International Relations*, 1 (3), septembre 1995, p. 367-389.

**Everts** (Philip P.), « The Events in Eastern Europe and the Crisis in the Discipline of International Relations », dans Allan (Pierre), Goldmann (Kell) (eds), *The End of the Cold War. Evaluating Theories of International Relations*, Dordrecht, 1992, p. 55-81.

**Ferguson** (Yale H.), Mansbach (Richard W.), « Political Space and Westphalian States in a World of “Politics” : Beyond Inside/Outside », *Global Governance*, 2 (2), mai-août 1996, p. 261-287.